

Le « précédent » de la crise de 1929 : le « progrès », la crise et le chômage au travers des réflexions du BIT (Bureau international du travail).

Traiter le chômage actuel comme un phénomène passager, dû à une crise passagère, c'est s'aveugler... et faire le jeu de la bourgeoisie. Car le mécanisme même de la croissance capitaliste est en cause, comme avait dû le reconnaître — lors de la crise de 1929-1930 — le très réformiste Bureau international du travail (BIT). Nous publions un extrait d'un rapport (1) qui date de 1931 : l'auteur, directeur du BIT, débouchait sur des conclusions qui le faisaient reculer.

« (...) Il s'agit donc de préciser comment, même pour une production exactement adaptée aux besoins, le développement du machinisme et la transformation des méthodes, y compris toutes les procédures de rationalisation d'un autre ordre que d'ordre mécanique, peuvent priver d'emploi un grand nombre de travailleurs.

Dans le rapport que nous avons présenté à ce sujet à la commission chômage, nous avons pu citer d'assez nombreux exemplaires tirés d'enquêtes faites en divers pays. Chaque jour en apporte de nouveaux. Notre directeur-adjoint, M. H. Butler, a rapporté de son voyage d'études en Amérique du Nord de nombreux témoignages des répercussions du perfectionnement mécanique sur l'emploi des travailleurs. Un entre tous : la moissonneuse-batteuse, partout où elle est adoptée, prive d'emploi cinq travailleurs agricoles. Or, l'emploi de ces machines s'est développé en certains pays dans des proportions formidables. Au Kansas, on en comptait 14 en 1918, 20 000 en 1928, 25 000 en 1929 ; au Canada, 2 en 1922, 18 en 1925, 4 341 en 1928, 7 215 en 1929.

A l'origine, aux Etats-Unis et plus particulièrement dans l'agriculture, c'est la pénurie de main-d'œuvre qui a pu inciter au développement formidable du machinisme. Aujourd'hui, ce développement contribue au chômage et au développement de l'exode rural.

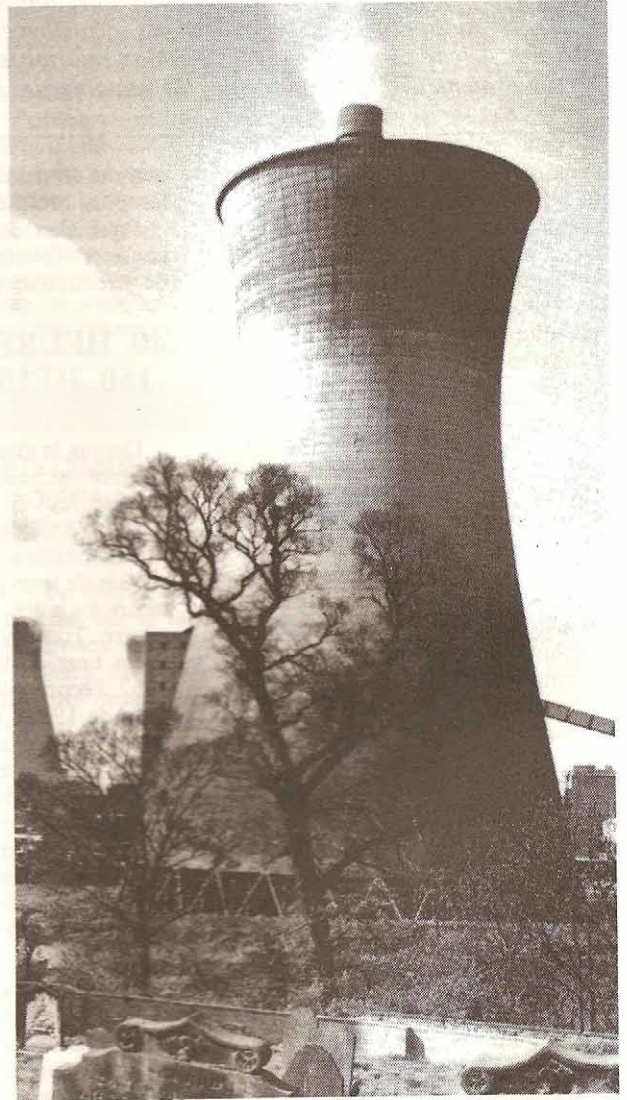
« Notre impression est que, dans nos premiers rapports, nous avons sous-estimé le facteur de chômage qu'est la rationalisation (...) »

« D'une enquête faite aux Etats-Unis sur la productivité ouvrière par heure de travail, il résulte que cette productivité, comparée à ce qu'elle était en 1914, avait augmenté en 1927 :

- dans les abattoirs et fabriques de conserves de 26 % ;
- dans les raffineries de sucre de canne de 33 % ;
- dans les fabriques de papier de 40 % ;
- dans les tanneries de 41 % ;
- dans les aciéries et laminoirs de 46 % ;
- dans les cimenteries de 54 % ;
- dans les meuneries de 59 % ;
- dans les raffineries de pétrole de 82 % ;
- dans les hauts fourneaux de 103 % ;
- dans les fabriques d'automobiles de 178 % ;
- dans les fabriques de pneumatiques de 292 %.

De tels changements ne peuvent manquer de provoquer, sur le marché du travail, d'incessantes modifications qui troublent profondément la stabilité de l'emploi des travailleurs. Certes, en général, un travailleur mis au chômage par l'introduction d'une machine nouvelle peut retrouver plus ou moins rapidement un autre emploi soit dans la même industrie, si les débouchés de celle-ci se trouvent accrus, comme il arrive souvent par l'abaissement du prix de vente qu'a permis le progrès même du machinisme, soit dans une autre industrie, que l'évolution de la première a permis de créer ou de développer. Mais quand le rythme de la mécanisation devient aussi rapide qu'il l'a été depuis quelques années, fatale-

ment il contribue à une sorte de chômage endémique de plus en plus considérable, par suite du licenciement d'un nombre toujours plus grand de travailleurs remplacés par des machines, et qui ne retrouveront place dans l'armée active des travailleurs qu'au bout d'un certain temps.



Les avocats de la rationalisation s'émeuvent parfois de telles conclusions. Ils auraient tort de s'obstiner à les nier. Mais la rationalisation qui conduit à ces conséquences peut-elle être considérée comme parfaite ? Le vice n'est-il pas précisément que ces méthodes nouvelles ne portent pas sur l'ensemble de l'économie mais qu'elles visent seulement au développement du rendement d'une entreprise particulière ou même d'un groupe d'entreprises ? La rationalisation ne doit-elle pas s'appliquer à l'économie tout entière en vue d'éliminer toutes sources de gaspillage et, par conséquent, en tout premier lieu, d'éviter ce gaspillage si grave qu'est le chômage des travailleurs ?.

Après ces réflexions, le directeur du BIT s'empressa de préciser : « Certaines organisations, en particulier l'organisation économique de la Société des nations, sont beaucoup mieux qualifiées ». Mais il avait reconnu l'essentiel.

(1) Publications du BIT, série C N° 16, p. 50 à 53.